

As far as political independence is concerned, I believe that it plays a much smaller role as far as Europe is concerned, but I have mentioned in my introduction that there are indirect interferences by the American government because it forces some of its subsidiaries, although established in another country, to follow their laws, for example the anti-trust law or the law governing sales to some countries. This I believe, is an indirect intervention of a political order which cannot be pointed up to the present government but rather stems from the fact,—and I believe this to be the centre of the problem,—that American establishments in foreign countries are in general subsidiaries which do not have by themselves the independence required to operate entirely within the country where they are established.

Mr. Chairman, this is how I see things.

[English]

Mr. Walker: But if the political intervention was not there as a problem, would the economic penetration be a major concern? This is the point I am trying to ask.

[Translation]

Mr. Dequae: ...but always in limited cases. In cases where control is gained in an important or key sector, then the problem of economic independence arises. But not for any kind of investments.

[English]

The Joint Chairman (Senator Aird): Gentlemen, we will now move on to Item Number 2 on the agenda, Developments within the European Communities, including the Effects of the Possible Entry of the United Kingdom. In order to lead this discussion, we have asked Mr. Vedovato if he would speak on behalf of the distinguished guests, and we have also asked Mr. André Ouellet, Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs to reply. Then in due course the Chair will recognize those who wish to participate.

[Translation]

Mr. Vedovato: Mr. Chairman, at the beginning of Summer this year, we should be in a position to tell whether these negotiations on the enlargement of the European Economic Community will succeed or fail. If we consider that the Labour Party in England has always been much more reluctant than the Conservative Party with regard to the entry of Great Britain in the Common Market, we would be inclined to think that their stand in favour of membership in the European Economic Community is an indication of the deep-seated determination of the English people themselves to enter.

The agreement between the Six has coincided with an important change of attitude on the part of those countries seeking admission. Problems which had previously been more or less ignored, have now reached the front page. In the United Kingdom, the cost of entering the Common Market has become a burning political issue.

In the Scandinavian countries, the problem is not the cost of the Common Market, but rather the incidence of the broadening of the EEC on Nordic economic co-operation.

Quant à l'indépendance politique, je crois qu'elle joue beaucoup moins pour l'Europe cependant, j'ai signalé dans mon introduction qu'il y a des interférences indirectes du gouvernement américain parce qu'elle oblige certaines de ses filiales, quoiqu'établies dans un autre pays, de suivre la législation, par exemple antitrust ou la législation en matière de fourniture à certains pays, et cela est je dirais une intervention indirecte d'ordre politique mais qui n'est pas un fait du gouvernement actuel mais la répercussion d'une législation découlant du fait, je crois que c'est le centre du problème, que les établissements américains à l'étranger sont en général des filiales qui n'ont pas elles, l'indépendance voulue pour se situer entièrement au sein du pays où ils sont établis.

Voilà monsieur le président comment je vois les choses.

[Traduction]

M. Walker: Mais si l'intervention politique n'existait pas en tant qu'un problème, est-ce que la pénétration économique serait une inquiétude importante? C'est ce que j'essaie de demander.

[Texte]

M. Dequae: ...Mais toujours dans des cas limités. Dans les cas où il s'agit d'une prise de majorité dans des secteurs importants et dans des secteurs-clés, alors le problème de l'indépendance économique peut se poser. Mais pas généralement pour n'importe quel investissement.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur Aird): Messieurs, nous passons maintenant à l'article 2 de l'ordre du jour, les développements au sein des communautés européennes, y compris les effets de l'entrée possible du Royaume-Uni. Pour amorcer la discussion, nous avons demandé à M. Vedovato s'il pourrait parler au nom de nos distingués invités et nous avons aussi demandé à M. André Ouellet, secrétaire parlementaire du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures de répondre. Ensuite, dans le cours des choses, la présidence donnera la parole à ceux qui veulent y participer.

[Texte]

M. Vedovato: Monsieur le président, vers le début de l'été de cette année on devrait se rendre compte si les négociations en vue de l'élargissement de la communauté économique européenne, sont un succès ou un échec. Si l'on considère que le Parti Travailleur en Angleterre a toujours été beaucoup plus réticent que le Parti Conservateur en ce qui concerne l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, on serait enclin à penser que leur décision d'adhérer à la Communauté économique européenne répond à une volonté profonde du peuple anglais.

L'accord entre les Six a coïncidé avec un changement important d'attitude des pays demandant leur admission. Les problèmes qui auparavant avait été plus ou moins ignorés, sont maintenant passés au premier plan. Au Royaume-Uni, le coût du Marché Commun est devenu un problème politique brûlant.

Dans les pays scandinaves, le problème n'est pas le coût du Marché Commun, mais plutôt l'incidence de l'élargissement de la C.E.E. sur la collaboration économique nordique.